

WORLD BANK GROUP

INTERNATIONAL BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT
INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION
INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION
INTERNATIONAL CENTRE FOR SETTLEMENT OF INVESTMENT DISPUTES
MULTILATERAL INVESTMENT GUARANTEE AGENCY

INTERNATIONAL MONETARY FUND

J

Press Release No. 2 (F)

24-25 septembre 2005

Version finale – Vérifiée par rapport au discours prononcé

Allocution prononcée par **PAUL WOLFOWITZ**,
Président du Groupe de la Banque mondiale,
devant les Conseils des Gouverneurs du Groupe de la Banque mondiale,
en séance plénière

Tracer la voie à suivre : Une politique de résultats

Version finale – Vérifiée par rapport au discours prononcé

Assemblées annuelles 2005 - Allocution
 de
 Paul D. Wolfowitz
 Président du
 Groupe de la Banque mondiale
 Washington, 24 septembre 2005

I. Appel à l'action

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs,

J'ai le grand plaisir de vous accueillir à Washington à l'occasion de ces Assemblées annuelles du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. C'est pour moi un honneur de m'adresser à vous pour la première fois en tant que Président du Groupe de la Banque mondiale.

Et c'est aussi avec un énorme sentiment de responsabilité que j'assume ce rôle à la tête d'une institution qui est au centre de l'action menée à l'échelle mondiale pour donner aux plus déshérités les moyens de se forger un avenir plus florissant.

* * *

Je tiens également à exprimer ma gratitude à mon collègue du Fonds monétaire international, Rodrigo de Rato, ainsi qu'à mon propre Conseil des administrateurs, pour l'appui attentif et précieux qu'ils m'ont apporté ces derniers mois.

J'aimerais tout particulièrement remercier Jim Wolfensohn, qui ne peut être des nôtres aujourd'hui. Nous lui adressons tous, je le sais, nos vœux de prompt rétablissement. Le leadership qu'il a exercé ces dix dernières années a joué un rôle décisif, en renforçant l'esprit de travail et en améliorant l'image de cette institution, ainsi qu'en nous focalisant sur notre mission essentielle, la réduction de la pauvreté. Jim a également contribué à inscrire des questions cruciales comme la corruption et le rôle de la société civile au centre du programme de développement. Grâce à son leadership, le Groupe de la Banque mondiale est désormais une institution bien plus solide.

* * *

Notre réunion d'aujourd'hui intervient à un moment exceptionnel. La nécessité d'obtenir des résultats dans la lutte contre la pauvreté ne s'est jamais fait sentir avec une telle acuité. Et jamais la communauté internationale n'a lancé un appel aussi fort à l'action.

Le soir précédent le Sommet du G8 à Gleneagles, je me suis joint à 50 000 jeunes rassemblés sur un terrain de football à Édimbourg pour le dernier des concerts Live 8. Le temps était maussade, mais la pluie n'a pas refroidi l'enthousiasme de la foule.

Tous les yeux étaient rivés sur l'homme qui est apparu sur l'écran géant : le père de la liberté de l'Afrique du Sud. Et la foule a hurlé son approbation lorsque Nelson Mandela nous a appelés à mener un nouveau combat — celui qu'il nous faut maintenant mener — « pour que la pauvreté devienne chose du passé ».

* * *

Quiconque regarde la réalité en face conviendra qu'une action s'impose de toute urgence.

Chaque jour, des milliers de personnes qui vivent dans le dénuement le plus complet, dont des enfants en grande partie, succombent à des maladies évitables.

La mortalité et le dénuement en Afrique sont particulièrement alarmants. Depuis 1981, le nombre d'Africains qui ont moins de 1 dollar par jour pour vivre a pratiquement doublé, passant de 164 millions à 314 millions.

Mais l'on peut faire beaucoup pour aider les gens à sortir de la pauvreté, pour sauver des vies et pour donner l'espoir.

* * *

L'appel à l'éradication de la pauvreté trouve un écho auprès de toutes les générations, de tous les continents, de toutes les nationalités, sans distinction de religion, de sexe et de système politique.

Que ce soit lors de concerts, de manifestations populaires ou de sommets médiatisés, citoyens et dirigeants -- de pays riches comme de pays pauvres -- bouleversés par la souffrance humaine, exigent que l'on passe à l'action.

À Gleneagles, en juillet dernier, un accord qui fera date a été conclu. Les dirigeants du G8 se sont engagés à doubler l'aide à l'Afrique et à annuler la dette des pays les plus pauvres.

Nous sommes ainsi à un stade décisif, et il y a des raisons d'espérer. Ces dernières décennies, en effet, la situation des populations les plus pauvres a connu des améliorations spectaculaires.

Au cours des 25 dernières années, le nombre de personnes qui doivent subsister avec moins de 1 dollar par jour a diminué d'environ 400 millions — une baisse sans précédent.

Les habitants des pays en développement vivent plus longtemps qu'il y a 40 ans — en moyenne, une quinzaine d'années de plus.

Il y a 30 ans, 50 % de la population des pays en développement était analphabète. Aujourd'hui, cette proportion est réduite de moitié.

Beaucoup de progrès ont été faits — et d'autres sont possibles. Les réalisations auxquelles nous avons assisté dans une grande partie de l'Asie et de l'Amérique latine peuvent profiter à d'autres parties du monde.

Il y a quelques semaines, au Pakistan, j'ai rencontré une femme pauvre du village de Dhok Tabarak qui participait à un projet de développement rural entrepris sous le parrainage du Fonds pakistanais de lutte contre la pauvreté avec l'aide de la Banque mondiale.

Je lui ai demandé si son projet pouvait réussir ailleurs qu'au Pakistan. Avec beaucoup de conviction, elle m'a répondu : « Pourquoi pas ? Les Japonais l'ont fait. Les Chinois l'ont fait. Pourquoi pas le Pakistan ? »

Comme les choses peuvent changer en 40 ans ! Je me souviens des analyses pessimistes que je lisais au milieu des années 60 selon lesquelles la Corée du Sud était vouée à l'échec du fait qu'il lui manquait les ingrédients jugés nécessaires à la réussite du développement. Et pourtant, en l'espace de quelques décennies, la Corée et l'Asie de l'Est ont connu la plus forte augmentation de richesse profitant au plus grand nombre de personnes dans le laps de temps le plus court de toute l'histoire de l'humanité.

Si nous parvenons à libérer les énergies des populations africaines et à laisser le secteur privé réaliser son potentiel en créant des emplois, l'Afrique ne deviendra pas seulement un continent d'espoir, mais un continent de progrès.

À un moment où les problèmes de l'Afrique semblent insurmontables et les statistiques atterrantes, il faut nous rappeler qu'il y a seulement 40 ans, on se montrait aussi pessimiste à l'égard de l'Orient qu'on l'est aujourd'hui à l'égard de l'Afrique.

II. Évolution de la conception du développement

Nous avons également beaucoup progressé, depuis 40 ans, dans notre connaissance des mécanismes du développement. Nous savons qu'il peut être un processus complexe, voire mystérieux à certains égards.

Il y a 40 ans, les spécialistes s'évertuaient à expliquer la croissance économique avant tout en termes de travail et de capital. L'introduction d'une troisième variable, la technologie, a été perçue comme une remarquable innovation.

Aujourd’hui, nous connaissons mieux et de façon plus complète les facteurs déterminants du développement et de la croissance.

Nous savons que le développement et la réduction de la pauvreté passent par une croissance économique durable. Et nous savons en outre que bien des facteurs ne sont pas mesurables en termes chiffrés. Parce qu’ils sont plus difficiles à mesurer, plus difficiles à prédire et, dans bien des cas, plus difficiles à influencer, on a tendance à en faire abstraction en les qualifiant d’« intangibles ».

Ce serait là une erreur, car un développement durable est tout autant fonction du leadership et de l’obligation de rendre compte, de la société civile et des femmes, du secteur privé et de la primauté du droit que du travail ou du capital.

Je voudrais revenir brièvement sur chacun de ces quatre facteurs.

Leadership et responsabilité

Le leadership est peut-être ce qui influe le plus directement sur la réduction de la pauvreté.

Mais le développement est une action collective, et le leadership dont il est ici question n’est donc pas un exercice solitaire. Assurer des fonctions de leadership suppose que l’on s’appuie sur la confiance, le respect et le travail d’équipe. Comme me l’a dit Nelson Mandela, pour bien diriger, il faut comprendre que l’on n’agit pas en tant qu’individu, que (et ce sont là ses propres mots) l’on représente la collectivité.

Ou, comme il l’avait exprimé sans ambages il y a de nombreuses années, « On peut tout accomplir dès lors que l’on se fiche éperdument de savoir qui en a le mérite. »

Un bon dirigeant accepte également de rendre compte à ceux qu’il dirige. Il sait être à l’écoute. Les institutions qui veillent au respect du devoir de responsabilité, comme la société civile et une presse libre, peuvent aider les dirigeants à écouter, aider à les tenir responsables des résultats de leur action et à exposer la corruption.

La corruption dilapide les ressources et décourage les investissements. Elle profite aux nantis et prive les pauvres. Elle ébranle l’espérance qu’ils nourrissent de connaître un sort meilleur et un avenir plus florissant.

La conduite responsable et avisée des affaires publiques aide au contraire à créer un environnement propice à l’épanouissement d’une société civile vigoureuse et d’un secteur privé dynamique.

La société civile et les femmes

Un autre élément clé est la société civile, dont le rôle est particulièrement important pour les femmes.

Les organisations de la société civile contribuent à renforcer la culture de responsabilité en tissant des liens importants entre citoyens et gouvernants. Mais leur rôle ne se limite pas à cela. Ces organisations alimentent aussi la croissance et aident à tirer parti des opportunités. Dans tous les pays où je me suis rendu, les OSC s'emploient depuis longtemps et de diverses manières à doter la collectivité des moyens d'acquérir, d'adapter et d'échanger des connaissances et de contribuer au développement local.

Les organisations de la société civile sont particulièrement importantes pour le renforcement des moyens d'action des femmes, qui sont un facteur essentiel pour une croissance réussie. Pour reprendre les propos que m'a tenus une femme pauvre au Pakistan : « Le développement est comme une charrette dont l'homme et la femme seraient les deux roues. Si l'une des roues ne bouge pas, la charrette n'ira pas très loin. »

Des millions de femmes bénéficient du vigoureux soutien que leur apportent des OSC, comme le Comité de promotion des communautés rurales au Bangladesh (Bangladesh Rural Advancement Committee) et la Grameen Bank, en leur accordant des prêts d'un montant modeste pour les aider à démarrer une activité commerciale. Les bénéfices tirés de ces activités servent à envoyer les enfants à l'école, et en particulier les filles.

Un troisième élément important est le secteur privé. Un secteur privé dynamique est le principal moteur de croissance et de création d'emplois.

Le manque d'accès au crédit est l'un des principaux obstacles au développement des petites et moyennes entreprises. Le Groupe de la Banque fournit de judicieux conseils aux pouvoirs publics sur l'action à mener pour appuyer le microfinancement, mais nous devons explorer de nouvelles pistes qui permettent d'élargir l'accès aux services financiers, en tenant compte des besoins et des formules applicables aux plans local et régional.

La MIGA et la SFI offrent des ressources et des conseils essentiels aux pays pour les aider à gérer les risques et à obtenir les financements dont ils ont besoin sous forme de crédits ou de prises de participation. Le Rapport *Doing Business*, qui évalue l'environnement dans lequel opèrent les entreprises dans 155 pays, constitue l'une des principales contributions de la SFI et de la Banque à l'instauration d'un climat favorable aux investissements.

Il ressort de ce document que dans nombre de pays africains, le coût d'enregistrement d'une entreprise est tel que la plupart des entrepreneurs sont contraints d'opérer en dehors de l'économie structurée.

Le Rapport *Doing Business* est un instrument très utile aux pays en développement pour déterminer les domaines dans lesquels d'autres réformes s'imposent.

La primauté du droit

Enfin, nous ne pourrons avancer dans la lutte contre la pauvreté que si nous défendons le principe de l'égalité devant la loi et donnons aux pauvres les moyens juridiques de préserver

leurs droits. Il est essentiel que ces deux conditions soient remplies si l'on veut donner libre cours au dynamisme socioéconomique des populations pauvres.

La certitude que les lois seront respectées — que les droits seront protégés, que les contrats seront exécutés — encourage à investir dans l'avenir.

En outre, un encadrement juridique solide doit être complété par une réglementation rationnelle, cohérente et appliquée de manière équitable.

Comme me le faisait remarquer un homme d'affaires africain : « Le problème n'est pas la corruption. Si seulement les fonctionnaires étaient moins libres d'interpréter les règles... »

III. S'attacher à apporter un plus

Tout en continuant de collaborer étroitement avec ses partenaires dans 184 pays, le Groupe de la Banque mondiale doit reconnaître qu'il ne peut intervenir sur tous les fronts. Nos partenaires ont des préoccupations particulières, tout comme le Groupe de la Banque a des capacités qui lui sont propres. À vouloir se spécialiser dans tous les domaines, on court le risque d'échouer partout.

Si nous voulons apprendre -- développer nos connaissances -- nous devons être à l'écoute de nos partenaires. Comme me le disait le Gouverneur d'un État du Nigéria : « Je n'ai pas besoin qu'un expert de plus vienne encore m'expliquer quels sont mes problèmes. J'ai besoin qu'on m'aide à trouver des solutions. »

Ce n'est qu'en approfondissant nos connaissances dans des domaines tels que l'éducation, la santé, l'infrastructure, l'énergie et l'agriculture que nous pourrons trouver ces solutions.

Éducation

Lors de mon voyage en Asie du Sud, j'ai observé que le Pakistan et l'Inde attachent désormais une grande importance à l'éducation des filles, ce qui est un signe encourageant. Au Pakistan, il semble que les hommes s'accordent de plus en plus à reconnaître que leurs filles doivent elles aussi recevoir une éducation. La Banque entend s'employer, en collaboration avec d'autres bailleurs de fonds, dans le cadre de l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée du programme Éducation pour tous, à doubler le nombre de filles scolarisées dans 60 pays au cours des cinq prochaines années. Nous avons un plan. Il nous faut maintenant des ressources. Il nous faudra mobiliser au moins 2,5 milliards de dollars par an pour que le rêve de milliers d'élèves qui aspirent à un avenir meilleur devienne une réalité.

Santé

Tout comme le manque d'accès à l'éducation, les problèmes de santé des plus démunis sont une tragédie humaine ; ils entravent la croissance et assombrissent les perspectives.

Ces cinq dernières années, la Banque a investi près de 2 milliards de dollars pour faire refluer le VIH/SIDA, redonner espoir aux victimes et leur ouvrir des perspectives. Je m'engage à poursuivre résolument ce combat pour la vie et la dignité humaine.

Cela étant, il ne fait pas de doute que la Banque doit aussi redoubler d'efforts pour lutter contre le paludisme.

Quand le paludisme tue près de 2 000 enfants africains par jour, nous devons agir.

Nous devons combattre le paludisme avec le même sens de l'urgence que le VIH/SIDA. Et l'expérience du Vietnam montre qu'une action ciblée permet d'obtenir des résultats impressionnantes. En 1991, face à une épidémie de paludisme qui a frappé 1 million de personnes, le Gouvernement vietnamien a axé son aide sur les villages, distribuant des moustiquaires, des médicaments et des insecticides. En cinq ans, la poussée endémique était enrayée et la mortalité avait baissé de 97 % — 97 %.

Dans plus d'une douzaine de pays africains, la Banque mondiale consacrera 600 millions de dollars sur trois ans à un nouveau « Programme renforcé » de lutte contre le paludisme. Nous nous sommes fixés des objectifs clairs : équiper de moustiquaires 60 % des populations ; et intervenir de telle sorte que 60 % des populations aient accès à un traitement dans les 24 heures qui suivent l'apparition des premiers symptômes.

Infrastructure

La nécessité de relancer nos investissements dans le secteur des infrastructures est l'un des messages que j'ai entendus le plus souvent ces derniers mois dans les pays en développement, émanant des pauvres comme des riches, des simples citoyens comme des dirigeants.

L'infrastructure est l'armature de nombreux autres secteurs : la santé, l'éducation, l'emploi, le commerce.

La pauvreté n'est pas près de disparaître quand 90 % des entreprises nigérianes dépendent de groupes électrogènes de fortune pour l'électricité. Les revenus des paysans pauvres d'Amérique latine n'augmenteront pas en l'absence de routes pour transporter leurs fruits et légumes jusqu'aux marchés. Et tant que plus de 2 milliards de personnes n'ont pas accès à des services d'assainissement adéquats, nous ne verrons pas la santé s'améliorer.

Nous ne pourrons relever les défis posés par l'infrastructure qu'en tirant les leçons de nos erreurs passées. Les ressources naturelles d'un pays doivent être gérées intelligemment pour ne pas privilégier les gains à court terme au détriment de la santé à long terme des plus démunis et de leur environnement.

Énergie et développement durable

Ainsi, une gestion éclairée des ressources et de l'environnement contribue à la croissance. La communauté internationale dans son ensemble doit aussi coordonner davantage son effort pour

ralentir la modification du climat et s'y adapter, tout en répondant aux besoins énergétiques des pays en développement.

Le mandat que nous avons reçu du Sommet de Gleneagles nous permet de sortir des sentiers battus en faisant progresser la concertation sur l'énergie et le développement tout en cherchant à innover dans l'utilisation des nouvelles technologies. Nous resserrerons nos liens de coopération avec nos partenaires des pays à revenu intermédiaire comme l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et le Mexique qui doivent faire face à une hausse de la demande d'énergie. Notre objectif est de trouver une formule de développement plus respectueuse de l'environnement, qui tienne compte des besoins énergétiques des pays en développement.

Agriculture

Il y a 40 ans, alors que j'étais stagiaire au Bureau du Budget américain, j'ai préparé un document qui tentait d'expliquer pourquoi il valait mieux que les États-Unis fournissent des engrangés à un prix subventionné au Pakistan plutôt que de vendre du blé au rabais et détruire ainsi les marchés locaux.

Quarante ans plus tard, il semble que nous agissions encore de même en Afrique : nous finançons une aide d'urgence aux victimes de la famine au lieu de développer la production agricole pour prévenir une telle situation.

En Asie et en Amérique latine, la Révolution verte des années 70 et 80 a joué un rôle crucial dans la réduction de la pauvreté et la lutte contre la faim, et a beaucoup contribué à la croissance économique. Il n'en reste pas moins que l'aide totale à ce secteur a considérablement diminué pendant les années 90. Nous nous employons maintenant à inverser cette tendance avec des résultats notables.

Grâce à la collaboration de chercheurs en Amérique latine et en Afrique, la productivité du manioc a augmenté de plus de 40 %. D'autres recherches permettront certainement d'améliorer la valeur nutritionnelle des cultures de base.

Toutefois, il ne suffit pas seulement d'investir dans l'agriculture pour améliorer les revenus agricoles. Il faut aussi que les pays riches abandonnent des subventions agricoles qui faussent les prix et limitent l'accès au marché pour les agriculteurs pauvres.

La libéralisation des échanges dans le cadre du prochain cycle de Doha est tout aussi importante que l'augmentation de l'aide et l'allégement de la dette pour permettre à la population de sortir de la pauvreté

IV. L'Afrique

Qu'est-ce que cela signifie pour l'Afrique ?

C'est essentiellement là que le travail le plus difficile attend le Groupe de la Banque mondiale et les autres bailleurs de fonds, comme l'a déjà souligné Monsieur le Président. Devant l'immensité

des besoins à satisfaire dans les domaines de l'éducation, de la nutrition, de l'eau salubre et de l'assainissement, des soins de santé et de l'emploi, la tâche est gigantesque.

Je garde malgré tout espoir, car comme le Président du Nigéria, Monsieur Obasanjo, me le faisait remarquer en juin dernier, « L'Afrique est un continent en mutation ».

Les Africains veulent se montrer à la hauteur de leurs responsabilités et prendre leur avenir en main.

Au Nigéria, la corruption a conduit de hauts fonctionnaires en prison. En Afrique du Sud, un vice-président a été relevé de ses fonctions, son conseiller ayant accepté un pot-de-vin.

Une nouvelle génération de dirigeants africains montre l'exemple. Ces dirigeants se retirent à l'expiration de leur mandat ou à l'issue d'élections qui leur sont défavorables.

Mais ne l'oublions pas, cette responsabilité n'incombe pas seulement aux pays en développement. À Gleneagles, l'Afrique et les pays du G8 ont bâti un partenariat, dont le but est d'obtenir des résultats. Résultats contre aide, tel est le principe auquel ces partenaires ont souscrit.

Les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) sont un bon point de départ pour fixer les termes de ce nouveau contrat. Ils définissent une vision pour sortir des millions de personnes de la pauvreté d'ici 2015.

Mais nous devons également nous rappeler que, sans croissance, il ne sera pas possible d'atteindre les ODM.

Il faut admettre que la croissance partagée et l'équité jouent également un rôle important dans la réalisation des ODM. Toute réduction réelle de la pauvreté passe par une croissance soutenue. Mais, à elle seule, la croissance ne suffit pas. Comme le souligne cette semaine le Rapport sur le développement dans le monde, nous devons créer des conditions d'égalité des chances pour les pauvres, non seulement pour améliorer leur qualité de vie mais aussi pour accroître leur aptitude à apporter une contribution.

Pour créer plus d'opportunités, accélérer une croissance partagée et aider à atteindre les ODM, la Banque a lancé ce mois-ci un Plan d'action pour l'Afrique. Ce plan s'articule autour de 25 mesures aux résultats quantifiables, qui seront pilotées par les pays africains au cours des trois années à venir. Un rapport d'activité vous sera présenté à cette date l'an prochain.

V. Incidence pour la Banque mondiale

Qu'il s'agisse d'investissements dans l'éducation, la santé, les infrastructures, l'agriculture ou l'environnement, la Banque mondiale doit être sûre d'obtenir des résultats.

Et par résultats, soyons clairs, j'entends des résultats qui ont un véritable impact sur le quotidien des pauvres. Nous sommes comptables envers eux de ces résultats.

Il ne s'agit pas uniquement de dénombrer les écoles, les dispensaires et les entreprises qui sont créés. Il s'agit aussi de la qualité des programmes scolaires, de la qualité des prestations de soins de santé et de la qualité des emplois créés. Il faut nous attaquer aux obstacles qualitatifs et quantitatifs auxquels se heurtent les pauvres.

Mais n'oublions pas que nous ne sommes que l'un des acteurs de cet effort mondial — qui doit être défini et piloté au niveau national. N'oublions pas que nous n'agissons pas seuls.

Au Rwanda, j'ai eu le privilège de rencontrer la Dr Agnes Binagwaho, qui dirige le Conseil national de lutte contre le sida. Elle m'a dit très fièrement que lorsqu'un homme se présentait seul au centre de soins, on le renvoyait chez lui chercher sa femme et ses enfants avant qu'il ne puisse se faire soigner.

La Dr Binagwaho a été tout aussi catégorique sur un autre point de même importance. Elle insiste poliment mais fermement pour que les bailleurs de fonds du Rwanda contribuent à un seul et même plan de santé — et non plus à des dépenses répondant à des intérêts particuliers.

En nous priant de mieux coordonner notre aide pour obtenir de meilleurs résultats, elle sait que sa petite équipe médicale et elle-même perdront moins de temps avec les bailleurs de fonds et en consacreront davantage à sauver des vies.

Le renforcement de la coordination nationale suppose une plus large participation des services du Groupe de la Banque mondiale sur le terrain. Nous devons donc poursuivre notre effort de décentralisation ; une plus forte présence sur place des personnes ayant les compétences voulues permettra de mieux répondre aux besoins de développement de nos partenaires.

Et nos efforts de développement des capacités doivent également bénéficier au personnel de la Banque elle-même, en particulier aux femmes et aux ressortissants des pays en développement.

Enfin, ne l'oublions pas, il nous appartient aussi, au Groupe de la Banque mondiale, de combattre la corruption. Combattre la corruption n'incombe pas seulement aux pays en développement. Car, ne l'oublions pas, pour chaque corrompu, il existe un corrupteur qui doit rendre des comptes.

Nous savons pertinemment que nos propres projets peuvent se prêter à la corruption, et nous sommes en train de prendre les mesures voulues.

Entre autres choses, cela fait maintenant deux ans que le Groupe de la Banque mondiale travaille sur un nouvel outil de lutte contre la corruption, le « programme de déclaration spontanée ».

En échange de sanctions réduites et d'une garantie de confidentialité, ce programme permet à toute entreprise de déclarer spontanément à la Banque qu'elle s'est rendue coupable de corruption ou s'est livrée à des manœuvres frauduleuses dans le cadre de projets financés par l'institution.

Ce programme garantira que les dépenses sont bien mises au service de la lutte contre la pauvreté et fixera les normes les plus strictes dans ce domaine clé.

VI. Ne pas se limiter aux pays les plus pauvres

Permettez-moi de conclure en rappelant ce qui est une évidence : le monde change, et nous devons donc être à même d'opérer nous aussi un changement.

Tout en nous attachant à éradiquer la pauvreté conformément à notre mandat, nous devons être prêts à évoluer en tant qu'institution. Nous devons pouvoir continuer à accompagner nos partenaires dont le statut change et relever avec eux les nouveaux défis.

Aujourd'hui encore, dans les pays à revenu intermédiaire, plus d'un milliard de personnes vivent dans la pauvreté. Nous ne devons pas les oublier. Pour aider ces pays à se développer et à prospérer, il nous faut continuer à adapter nos compétences et nos financements à leurs besoins propres.

Au fil du temps, et des résultats obtenus, les besoins de ces partenaires évolueront. Les progrès accomplis engendreront de nouveaux problèmes auxquels il faudra apporter de nouvelles solutions. Innovation et adaptation seront donc indispensables si la Banque veut conserver son utilité dans un monde en pleine mutation. Parfois, les problèmes découlant des progrès accomplis sont aussi ardues que les défis relevés.

Employons-nous donc à tracer la voie qui sera la nôtre à l'avenir — un avenir qui verra les pauvres d'aujourd'hui devenir les entrepreneurs de demain ; un avenir qui verra les maladies actuelles déboucher sur des progrès décisifs de la médecine ; et un avenir qui verra la génération de nos enfants fournir les dirigeants de demain.

Je vous remercie de votre attention.